

**Secrétariat**

4 octobre 2013

Circulaire*

Circulaire de la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines

Destinataires : Les fonctionnaires du Secrétariat

**Objet : Salaire horaire des employés de maison titulaires
d'un visa G-5**

1. La présente circulaire a pour objet d'informer les fonctionnaires du Secrétariat titulaires d'un visa G-4 qui ont recours aux services d'un employé de maison détenteur d'un visa G-5 de la teneur d'une note diplomatique reçue de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe), note qui traite du relèvement du salaire horaire minimal à verser aux personnes en question.
2. La Mission des États-Unis d'Amérique rappelle que, pour la totalité des heures travaillées, les domestiques, personnels de service et employés de maison détenteurs d'un visa G-5 de non-immigrant aux États-Unis doivent recevoir soit le salaire minimal prévu par la législation fédérale et la législation d'État, soit le salaire pratiqué localement, la rémunération la plus élevée devant être retenue. Le salaire pratiqué localement est fixé à 10,32 dollars l'heure dans l'agglomération de New York, montant supérieur au salaire horaire minimal fédéral de 7,25 dollars. Ainsi, à compter du 17 septembre 2013, tout employé de maison titulaire d'un visa G-5 travaillant dans l'agglomération de New York doit percevoir le salaire pratiqué localement, soit au moins 10,32 dollars par heure de travail. Tout nouveau contrat conclu entre employé de maison et employeur doit prévoir une rémunération horaire au moins égale à ce montant.
3. La Mission des États-Unis fait savoir en outre qu'il ne peut être opéré sur le salaire ainsi versé de retenue au titre de la nourriture, de l'hébergement ou de toutes autres dépenses (soins de santé, assurance maladie, voyages, etc.).
4. Tous contrats et arrangements salariaux conclus entre employés de maison et employeurs doivent être modifiés en conséquence.

* La présente circulaire, qui annule et remplace la circulaire [ST/IC/2013/10](#), restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre.



Annexe**Note diplomatique datée du 27 septembre 2013, adressée
au Secrétaire général par la Mission permanente
des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

La Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de se référer à sa circulaire diplomatique HC-129-(S)-11, du 28 septembre 2011 (consultable à l'adresse http://usun.state.gov/about/host_aff/129277.htm) concernant les domestiques personnels, assistants et personnels de maison employés aux États-Unis par des fonctionnaires des Nations Unies en vertu d'un visa G-5 de non-immigrant. Le Secrétariat notera que, pour chaque heure de travail, ce personnel doit recevoir une rémunération égale au plus élevé de deux montants, celui du salaire minimum fédéral ou de l'État ou celui du salaire pratiqué localement.

La Mission informe le Secrétariat que les statistiques du Département du travail des États-Unis sur les salaires pratiqués pour le personnel de maison ont été actualisées. Le salaire horaire « de premier niveau » (Level One prevailing hourly wage) actuellement versé aux gens de maison et au personnel de ménage dans l'agglomération new-yorkaise est désormais de 10,32 dollars l'heure. Ce montant dépasse à la fois celui du salaire horaire minimum fédéral, soit 7,25 dollars, et ceux des salaires minimums fixés par les États concernés. Tous les employés de maison doivent donc, à compter de la date de la présente note, percevoir la rémunération pratiquée localement, soit 10,32 dollars l'heure comme indiqué plus haut. En outre, tout nouveau contrat conclu entre employé de maison et employeur devra retenir ce montant révisé, tous contrats en vigueur devant être modifiés et paraphés par les deux parties en considération de l'entrée en vigueur de la nouvelle rémunération.

Pour en savoir plus sur les salaires horaires pratiqués actuellement aux États-Unis, on se reportera au site Web du Foreign Labor Certification Data Center à l'adresse suivante : www.flcdatcenter.com.

Le Département d'État et la Mission rappellent également au Secrétariat que, selon la circulaire HC-129-(S)-11 du 28 septembre 2011, il est dans l'intérêt de l'employeur de loger et nourrir son personnel de maison, si bien qu'il ne peut opérer de retenues sur les salaires versés à ce titre, ni davantage au titre d'autres dépenses (soins médicaux, assurance maladie, voyages, etc.). La Mission conseille donc au Secrétariat d'informer tout fonctionnaire qui emploie des gens de maison et a conclu avec eux quelque contrat ou arrangement salarial prévoyant quelque retenue sur salaire d'en modifier les dispositions en conséquence.
